

ASSEMBLÉE NATIONALE

6 octobre 2022

PLF POUR 2023 - (N° 273)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° I-1904

présenté par

M. Bex, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, Mme Taurine, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter

ARTICLE 14:

I. – Après la trente-deuxième ligne du tableau de l'alinéa 2, insérer la ligne suivante :

«

Revalorisation de la dotation d'équipement des territoires ruraux	906 000 000
---	-------------

»

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à revaloriser la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) qui permet d'aider financièrement les communes et les EPCI à fiscalité propre, situés dans ces

territoires, dans la mise en œuvre de leurs projets d'investissement, en doublant son montant pour 2023.

Les collectivités rurales sont déjà particulièrement marquées par le recul des services publics qui fragilise la cohésion sociale. Ces derniers font de surcroît face à la hausse brutale des coûts de l'énergie, exerçant dès lors une pression sur leur budget, susceptible d'affecter à terme les investissements publics locaux.

Par conséquent, il est primordial d'intensifier l'aide de l'État envers lesdites collectivités afin de soutenir l'investissement public local.